

L'avenir du colonialisme

Mesamarat al-Gayb, 26 août 1945

Les propres promesses des Alliés, tout au long de la guerre, lorsque les épreuves se succédaient, les désastres s'enchaînaient, et les tourments se suivaient sans relâche...

Les promesses des Alliés étaient véritablement magnifiques ; ils garantissaient au monde une paix durable, une sécurité continue contre l'agression, le besoin, la peur et la faim, et une jouissance stable de la liberté d'opinion, de parole, d'action et de religion.

Cet appel magnifique fut inlassablement répété, chaque jour — nul ne tournait le bouton d'une radio sans l'entendre des annonceurs, nul journal ne paraissait sans qu'il figure parmi les articles soignés, les chapitres ornés, les longues dépêches — au point que les naïfs comme les gens véritablement cultivés, et tous ceux entre les deux, en vinrent à croire fermement que ces mêmes promesses deviendraient un fait établi, une fois que la guerre aurait déposé son propre fardeau.

La guerre déposa bien son propre fardeau, et les dirigeants du monde nouveau se mirent à poser les fondations mêmes de ce monde nouveau ; esprits, cœurs, regards et oreilles se tournèrent vers San Francisco, pour assister à l'aube d'un monde de justice, de sécurité et de liberté, pour respirer cette brise nouvelle emplissant les cœurs de contentement, de joie et d'espoir — mais ils en revinrent vaincus, désabusés, misérables et désespérés. Les fondations du monde nouveau furent bien posées — mais elles ne garantissaient aux hommes nulle sécurité contre la peur, ni contre la faim, pas plus qu'elles ne leur garantissaient nulle jouissance de la liberté, ou de l'indépendance. Le monde nouveau fut bâti, plutôt, sur les fondations mêmes sur lesquelles le monde ancien était bâti : un équilibre entre les nations fortes, d'une part ; une domination sur les nations faibles, d'autre part ; et une exploitation des peuples moins avancés en civilisation, d'une troisième part.

Le soleil, donc, se lèvera et se couchera sur exactement le même monde sur lequel il se levait et se couchait auparavant, ne changeant que légèrement, et seulement en surface... Le nombre des nations fortes a diminué, réduit à trois, alors qu'il en existait naguère six ou sept ; le nombre des nations faibles s'est accru, avec des degrés de faiblesse fort

divers — certaines ne possédant nulle force véritable, d'autres en possédant une part modeste, certaines n'ayant rien à craindre aujourd'hui, mais quelque chose à craindre demain, ou après-demain, et d'autres n'ayant rien à craindre ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain...

Quant aux peuples autrefois soumis au régime colonial, ils sont demeurés soumis au régime colonial — bien que les choses diffèrent énormément entre eux. Certaines nations victorieuses ont bien songé à réformer quelque peu leur propre condition, et ont bien parlé de préparer pour eux un avenir véritablement bon, proche ou lointain — mais elles en furent vigoureusement détournées, et il fut décidé, à la conférence de San Francisco, que nul n'avait le droit d'intervenir sur les colonies déjà détenues par les vainqueurs avant la guerre. Quant aux colonies des puissances vaincues, leur sort serait examiné séparément — c'est-à-dire leur propre répartition entre les vainqueurs, la manière de leur propre administration, et le but même de cette administration...

Il fut décidé également, par déférence pour l'opinion publique mondiale, et pour satisfaire, en apparence du moins, la justice et la morale, que le but fondamental du colonialisme était de conduire les colonies vers l'indépendance et l'autonomie, un jour. Ce qui importe, cependant, c'est que les délégués de San Francisco se séparèrent sans offrir au monde le moindre pas véritable, proche ou lointain, vers cette même liberté globale et complète que l'on avait promise aux hommes durant six longues années.

L'Empire britannique conserve ses propres anciennes colonies, attendant ce qui pourrait s'y ajouter parmi les possessions des puissances vaincues ; l'Empire français conserve lui aussi ses propres colonies, avec une certaine incertitude et une certaine hésitation quant au sort de certaines d'entre elles en Extrême-Orient ; disons de même pour la Hollande et la Belgique. Les États-Unis regardent vers l'Extrême-Orient d'un œil véritablement avide et ambitieux, plein d'une réelle affection, d'une réelle fascination, et d'une réelle sympathie pour les opprimés, et regardent vers le Proche et le Moyen-Orient d'un œil plein d'un réel souci de garantir des intérêts commerciaux et économiques, appuyés par une grande influence politique. La Russie regarde vers l'Extrême-Orient et vers le Moyen-Orient exactement comme les États-Unis les regardent — aimant véritablement la Chine, sympathisant grandement avec l'Iran, et ne répugnant nullement à un peu de badinage avec sa propre voisine, la Turquie. Et tout comme les États-Unis se tiennent en chef incontesté de

tout le continent américain, il pourrait bien convenir que la Russie devienne le chef incontesté de l'Europe orientale et centrale, et des pays des Balkans également. Tout cela, bien entendu, sur le fondement même de la justice, de la sécurité, de la liberté et de l'égalité entre les peuples !

Et pourtant, une orientation véritablement nouvelle est apparue en politique coloniale, non dénuée d'un réel intérêt — celle-là même qu'annonça hier, mercredi, le gouvernement français. Pour bien comprendre en quoi cette orientation est véritablement intéressante, il convient de rappeler brièvement l'ancienne image du colonialisme. Le monde contemporain a connu plusieurs sortes différentes de colonialisme, la plus simple étant ce colonialisme pur où les colonies se soumettent absolument à l'autorité des nations qui les colonisent — ces colonies ne possédant nul droit de se gouverner elles-mêmes, de gérer leurs propres affaires, ou d'exercer le moindre contrôle sur aucune de leurs propres questions, n'aboutissant à rien d'autre qu'à une pure exploitation. Ce genre de colonie est courant parmi les empires coloniaux bien connus ; l'Angleterre, la France, la Hollande et la Belgique, voire l'Espagne et le Portugal, possèdent tous des colonies exploitées exactement selon ces mêmes lignes.

Il existe aussi un autre genre de colonie, possédant une certaine apparence formelle d'indépendance dans ses propres affaires internes, parfois appelée « protectorat », parfois désignée sous d'autres noms encore — la France et l'Angleterre possèdent toutes deux des colonies bien connues de ce genre, jouissant d'une certaine identité distincte, mais ne jouissant presque d'aucun droit réel. L'idéal le plus élevé que le monde moderne ait atteint en matière de politique coloniale, cependant, est exactement ce qu'a réalisé l'Empire britannique à l'égard de ses propres dominions autonomes : le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se tiennent en pays pleinement indépendants intérieurement, possédant leurs propres systèmes parlementaires complets, et pleinement indépendants extérieurement également, bornés seulement par les intérêts propres de l'Empire ; leur propre politique étrangère devant demeurer conforme à la politique étrangère de l'Empire.

C'est pour cette raison même qu'est né ce système splendide exigeant la consultation entre le gouvernement britannique de Londres et les gouvernements de ces dominions autonomes sur tout ce qui touche aux affaires mondiales. Le lien entre la Grande-Bretagne et ces dominions ressemble donc, avant toute autre chose, à une véritable

alliance étroite et solide.

Sa Majesté britannique est roi de chacun de ces dominions, exactement comme il est roi du Royaume-Uni lui-même.

La Première Guerre mondiale donna naissance au système des mandats — mais ce fut un système qui ne réussit jamais véritablement, échouant honteusement en certains lieux, et se transformant simplement en l'ancien système colonial en d'autres. L'orientation nouvelle qu'a introduite la France, et annoncée hier, est celle-ci : elle vise à ce que toutes les parties de l'Empire français prennent part à l'élaboration du nouvel ordre constitutionnel français. Les Français éliront, en octobre prochain, les membres de l'Assemblée constituante chargée de rédiger la constitution de la Quatrième République.

On s'attendait à ce que le droit de siéger dans cette assemblée fût réservé aux seuls Français, à l'exclusion des autres peuples de l'Empire ; on s'attendait aussi à ce que l'Assemblée constituante s'attache, en plus de la constitution française proprement dite, à élaborer un cadre impérial distinct définissant la relation entre la France et ses propres colonies ; on s'attendait, de même, à ce que ce cadre penchât quelque peu vers une plus grande liberté et une plus grande tolérance, et fût plus véritablement marqué par les évolutions modernes que traverse actuellement le monde. Mais les Français franchirent un pas non dénué d'une réelle audace, en associant des parties de l'Empire directement à l'élaboration de la constitution française, et à l'élaboration du cadre impérial lui-même également.

M. Jacquinot, le ministre des Colonies, justifia ce pas audacieux, dans l'allocution radiodiffusée que nous a apportée la radio hier, en expliquant que l'Empire était demeuré véritablement fidèle à la France tout au long de son épreuve, résistant aux Allemands, aux Italiens et aux Japonais, exactement comme le peuple français lui-même leur avait résisté, envoyant ses propres fils combattre sur les champs de bataille aux quatre coins de la terre, puis envoyant ses propres fils en Europe pour aider à libérer le peuple français lui-même, l'aidant à chasser les Allemands du sol français — et, puisque l'Empire avait assumé exactement les mêmes devoirs que le peuple français lui-même avait assumés, il n'était que juste qu'il partage également les droits mêmes dont jouit le peuple français.

Les colonies enverront donc leurs propres représentants à l'Assemblée constituante, l'élection variant, dans ces colonies, selon leur

propre degré respectif de civilisation et de développement — universelle et directe dans certaines, limitée et indirecte dans d'autres. Ce qui importe le plus, c'est que l'Empire sera traité exactement comme le sont les Français eux-mêmes, jouissant de leurs propres droits, comme il a assumé leurs propres devoirs. Les Français ont toujours été de véritables innovateurs, et il est rare qu'une époque passe sans qu'ils inventent quelque chose de véritablement nouveau — ce même pas audacieux qu'ils ont franchi n'est pas dénué d'un réel intérêt. Mais dans quelle mesure peut-on véritablement dire que ce pas allégera la rigueur du colonialisme, et satisfera l'aspiration des colonies à la liberté et à l'indépendance ?

Voici le grand problème. Les Français sont véritablement fiers de leurs propres droits nationaux, véritablement fiers de leur propre démocratie, de leur propre liberté, de leurs propres institutions constitutionnelles — mais ils pourraient bien se tromper, s'ils imaginaient que tous les hommes partagent cette même fierté, et partagent cette même admiration. Il est tout à fait raisonnable que certains peuples préfèrent leur propre vie modeste, et leur propre sentiment d'appartenance simple, aspirent, plutôt, à une croissance naturelle véritablement adaptée à leurs propres traditions, coutumes et civilisation héritées — préférant tout cela à participer aux droits nationaux français. Il ne fait aucun doute que les peuples arabes soumis à l'autorité française en Afrique du Nord, par exemple, préfèrent leur propre identité arabe distincte, et leur propre jouissance de leur propre indépendance particulière, et leur propre développement dans les limites de la civilisation et des traditions qu'ils ont eux-mêmes héritées, à devenir une simple partie constituante de la grande patrie française.

Il est certain qu'un Marocain préférerait, mille fois plutôt, demeurer un Marocain indépendant, allié à la France, ou ami avec elle, que de devenir un Français, possédant les droits, et portant les devoirs, que possèdent et portent les Français eux-mêmes.

Le pas que la France a franchi est véritablement intéressant, sans nul doute ; véritablement audacieux, sans nul doute ; véritablement bon, sans nul doute — mais à condition que l'Assemblée constituante l'achève comme il se doit, et élabore un cadre impérial permettant à certaines parties de l'Empire de vivre une existence indépendante, fondée sur l'alliance et l'amitié, plutôt que liée aux droits et aux devoirs de la nationalité française. Il semble fort probable que les Arabes d'Afrique du Nord, et les peuples d'Indochine en Extrême-Orient, n'accepteront rien

de moins que cela.

Si la France veut véritablement accueillir ce monde nouveau avec un peu du calme qui lui garantirait la reprise de sa propre existence glorieuse, il semble qu'elle se trouve contrainte de cheminer avec certains des peuples participant à l'Empire français, exactement comme la Grande-Bretagne chemine avec le Canada, l'Australie, et ses autres dominions autonomes.

Voilà pour ce qui touche aux affaires propres de la France. Il existe cependant un autre aspect au problème du colonialisme dans l'avenir de ce monde nouveau : le colonialisme est devenu, depuis la Seconde Guerre mondiale, l'un des fondements mêmes de l'équilibre international hors d'Europe, et le souci véritable des vainqueurs de réaliser cet équilibre est apparu avec une grande clarté. Les États-Unis ont obtenu une réelle supériorité dans le Pacifique et en Extrême-Orient, et la Grande-Bretagne s'est trouvée dans la nécessité de se renforcer par tout ce qui pourrait garantir un juste équilibre entre elle et sa propre grande alliée américaine ; c'est pourquoi la politique britannique envers la France a changé rapidement, un changement visible dans la propre lettre du roi George VI au général de Gaulle, à l'occasion de la capitulation du Japon. À peine l'orientation de la Grande-Bretagne envers la France avait-elle changé que son propre effet apparut dans la politique américaine : alors que les Français portaient autrefois leurs propres mains à leur cœur, craignant pour l'Indochine, les voici désormais rassurés, prenant part à la réception de la capitulation du Japon, d'une part, et à l'organisation des affaires d'Extrême-Orient, d'autre part.

Ainsi la question coloniale repose-t-elle sur la réalisation de l'équilibre hors d'Europe entre ces trois puissances victorieuses, exactement comme le relèvement de l'Europe repose sur la réalisation de ce même équilibre. La France est ce qui réalise l'équilibre entre les Anglais et les Russes en Europe, et entre les Anglais et les Américains en Extrême-Orient — et, si je ne me trompe, les travaillistes se tourneront vers la France pour réaliser l'équilibre entre les Anglais et les Russes au Moyen-Orient et au Proche-Orient également, partageant ce même rôle avec la Turquie.

En conclusion, l'avenir du colonialisme dans le monde nouveau ressemble au passé du colonialisme dans le monde ancien : il repose sur la rivalité et l'affrontement des intérêts entre les puissants, bien plus que sur une véritable considération des droits des faibles. Les nations faibles

doivent donc choisir entre deux voies seulement : ou bien devenir un simple butin, partagé entre autrui, ou bien peiner, s'efforcer, souffrir et endurer, afin d'inspirer, dans le cœur des puissants, une certaine mesure de véritable respect — suffisante pour les amener à renoncer à une part de leur propre intérêt égoïste, et à tenir véritablement compte d'elles.